

Communiqué des comités CDRSS

Hôpital : non à la réduction de l'offre de soins

Depuis quelques semaines, des rumeurs courent sur l'avenir des deux maternités de Narbonne, celle du Centre Hospitalier et celle de la Polyclinique. Il est question de supprimer l'une des deux.

Ce matin 05/09/2019, L'Indépendant annonce la décision du groupe Elsan de fermer la maternité de la Polyclinique à la fin de l'année ou début 2020. Ce qui est en jeu, contrairement à ce que certaines déclarations à travers la presse l'ont donné à penser ces derniers temps, ce n'est pas une compétition entre Hôpital public et Polyclinique, c'est la réduction de l'offre de soins sur notre territoire, Le gouvernement a décidé de réduire les moyens attribués aux établissements de santé. Il a donné mission à l'Agence Régionale de Santé (l'ARS) d'étudier quels services pouvaient être maintenus et quels services pouvaient être fermés. L'ARS a programmé la suppression d'une maternité sur les deux existantes dans notre ville. Cela au nom d'une rentabilité arbitrairement décrétée et en faisant passer au second plan la sécurité et la qualité des prestations. La fermeture de l'une des deux maternités, cela voudrait dire aussi des suppressions d'emplois et la fin du libre choix des futures mamans pour leur accouchement. C'est contre cette politique que nous voulons rassembler.

Car il y a un choix politique sur le long terme.

Depuis des années, sous les différents ministères de Bachelot, Touraine et Buzyn, l'Agence Régionale de Santé met en œuvre une politique d'austérité. Sur le Narbonnais, elle ne se limite pas à la maternité. Elle risque, dans un avenir proche, de se traduire par une réduction et une redistribution vers le privé de l'offre de soins dans plusieurs domaines comme les urgences, l'oncologie, la chirurgie viscérale ou, qui sait, la gastro. Nous craignons en effet qu'en échange du maintien de la maternité à l'Hôpital, l'ARS attribue un ou plusieurs autres services à la Polyclinique. Et bien sûr des services rentables pour le privé. Nous déplorons qu'à un certain moment, à travers la presse locale, pour récupérer la maternité, la direction de la Polyclinique ne se soit pas contentée de mettre en avant sa future structure à Montredon-des-Corbières mais qu'elle ait dénigré l'établissement public et joué la confusion entre « hôpital » et « clinique »...

C'est pour nous inadmissible !

Ne nous trompons d'adversaire : ce sont les choix gouvernementaux d'austérité et une logique politique de rentabilité financière qui mettent à mal l'offre de santé, surtout celle des établissements publics !

Ainsi pour l'Hôpital, la perte de quelque service que ce soit serait catastrophique pour son activité, ses missions, ses financements, son avenir... Or l'Hôpital est indispensable pour une politique de santé publique ambitieuse pour tous sur notre territoire narbonnais. Il est irremplaçable !

Car, une clinique n'est pas un hôpital !

Une clinique a sa logique financière. L'Hôpital a uniquement ses obligations de service public. Sa mission première est de faciliter l'accès à des soins de qualité, y compris aux populations les plus socialement vulnérables : pas de dépassements d'honoraires, pas de frais inappropriés... En outre, sur le plan de la sécurité, notre Hôpital a des atouts structurels incontestables, en particulier en termes de ressources humaines. Ainsi, pour le service de maternité du Centre Hospitalier, qui a enregistré 824 naissances en 2018, il faut savoir qu'il est secondé par une équipe de sages-femmes capables d'anticiper les situations à risques, d'obstétriciens et d'anesthésistes bien formés, un service de réanimation et un service de pédiatrie en capacité d'intervention dans des cas de détresse grave. En renforçant tous ces atouts, la maternité de l'Hôpital est en capacité d'accueillir toutes les naissances sur le territoire narbonnais. Personne ne peut le contester !

C'est pourquoi, afin que l'Hôpital continue et développe ses missions de santé publique, nous exigeons :

- qu'il conserve tous ses services,
- qu'il soit doté de moyens supplémentaires, en lits et en personnels, à la hauteur de ses obligations,
- et que les employés du service de maternité de la clinique soient intégrés en priorité dans le personnel hospitalier, en tenant compte des besoins réels du service. C'est possible, comme on l'a vu, par exemple à Quillan il y a 25 ans et plus récemment ailleurs.

Nous continuerons, avec vous, à exprimer ces exigences, pour apporter notre pierre d'assurés sociaux au débat incontournable sur le devenir de notre Hôpital, victime d'une politique d'austérité guidée par une recherche à tout prix de réduction de dépenses de santé au détriment des besoins des populations et des conditions de travail des personnels.